

AUDIT FRANCE



ASSOCIATION
RÉGIONALE
POUR LA FORMATION
DES ANIMATEURS

Association loi 1901
Siège social : 29, rue David d'Angers
75019 PARIS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



Association Loi 1901
Siège social : 29, rue David d'Angers
75019 PARIS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

RAPPORT GENERAL

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de *l'ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION D'ANIMATEURS*, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS :

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS :

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement d'estimation concernant les factures à établir et produits constatés d'avance liés aux participations des employeurs et de la présentation qui en a été faite dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier, et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous informons que, compte tenu de la date de réception des comptes annuels dans leur version définitive, votre conseil d'administration n'a pu les arrêter formellement avant l'assemblée générale. Pour la même raison, nous n'avons pu déposer ce rapport dans le délai statutaire de 15 jours avant la date de l'assemblée générale.

Fait à Boulogne, le 25 juin 2007

AUDIT FRANCE

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christian DETRE

Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF

		Exercice N, clos le :			31/12/2006	31/12/2005
		Brut 1	Amortissements provisions 2	Net 3	Net 4	
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	10 203	10 203		703
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 204	13 204		580
Autres immobilisations corporelles		125 195	110 676	14 519	24 376	
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations en-cours						
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES(2)	Avances et acomptes					
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	T.I.A.P					
	Autres titres immobilisés	320		320		
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	72 075	63 283	8 792	8 792	
Total (I)		220 997	197 366	23 631	34 451	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens et services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	CRÉANCES (3)	Avances et acomptes versés	1 360		1 360	3 768
		Usagers et comptes rattachés	341 134	107 889	233 245	282 334
		Comptes affiliés				
	DIVERS	Autres créances	626 864		626 864	301 548
		V.M.P	334 936		334 936	15 244
		Instruments de trésorerie				
COMPTES DE RÉGULARISATION	Disponibilités	383 336		383 336	301 856	
	Charges constatées d'avance (3)	5 424		5 424	5 237	
	Total (II)	1 693 054	107 889	1 585 165	909 987	
	Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)					
	Primes de remboursement d'obligations (IV)					
TOTAL GENERAL (I à V)		1 914 051	305 255	1 608 796	944 438	
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes	(3) Part à + 1 an		
Engagements reçus		Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

		31/12/2006	31/12/2005
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	FONDS PROPRES		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	8 304	8 304
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	62 438	35 068
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	13 937	27 370
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Subventions d'investissement sur biens renouvelables par l'organisme		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	13 186	23 764	
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (commodat)			
	Total (I)	97 865	94 505
FONDS DEDIES	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur autres ressources	28 473	20 625
	Total (II)	28 473	20 625
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total (III)		
DETTES (1)	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	319 692	34
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		4 135
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 057 202	716 814
	Dettes fiscales et sociales	37 373	46 031
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	19 213	32 693
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (1)	48 978	29 601
	Total (IV)	1 482 458	829 308
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 608 796	944 438
Engagements donnés			
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an	1 482 458	
	(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques	319 692	34

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

				31/12/2006	31/12/2005	
Nombre de mois de la période				12	12	
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises					
	Production vendue	biens				
		services	372 494		372 494	421 632
	CHIFFRES D'AFFAIRES NETS (4)		372 494		372 494	421 632
	Production stockée					
	Production immobilisée					
	Subventions d'exploitation				1 665 365	1 512 991
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				5 779	12 928
	Cotisations				4 421	4 269
	Dons					
Legs et donations						
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs				4 444	7 252	
Autres produits					0	
Total des produits d'exploitation (1) (I)				2 052 504	1 959 071	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
	Variation de stock (marchandises)					
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)					
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
	Autres achats et charges externes (3)				1 786 913	1 698 830
	Impôts, taxes et versements assimilés				8 344	8 376
	Salaires et traitements				139 845	131 265
	Charges sociales				55 767	52 785
	Dotations aux amortissements sur immobilisations				12 392	22 961
	Dotations aux provisions sur immobilisations					
	Dotations aux provisions sur actif circulant				42 686	18 316
	Dotations aux provisions pour risques et charges					
	Autres charges				-39	611
Engagements à réaliser sur ressources affectées					14 444	
Total des charges d'exploitation (2) (II)				2 045 908	1 947 588	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				6 596	11 483	
<small>OPERATIONS EN COMMUN</small>	Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)			
	Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations					
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
	Autres intérêts et produits assimilés				459	459
	Reprises sur provisions et transferts de charges					
	Différences positives de change					
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				459	459	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions					
	Intérêts et charges assimilées					
	Différences négatives de change					
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)						
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				459	459	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				7 054	11 942	

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

		31/12/2006	31/12/2005
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	114 588	42
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	10 578	19 493
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (VII)	125 166	19 534
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	99 412	2 758
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 348
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	18 871	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	118 283	4 106
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		6 883	15 428
(IX)	Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		2 178 128	1 979 064
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)		2 164 190	1 951 694
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) (15)		13 937	27 370

Renvois	(1)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(2)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont crédit bail mobilier		
		Dont crédit bail immobilier		

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits	Bénévolats		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Total		
Charges	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel Bénévole		
	Total		

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux règles en vigueur. L'application des conventions générales s'est faite dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

les immobilisations de l'association sont considérées comme des biens non décomposables et par ailleurs, elle peut bénéficier d'une présentation simplifiée de l'annexe. Dès lors, les amortissements sont calculés selon les usages fiscalement admis.

Les subventions d'équipements, destinée à financer 50% des achats de matériel prévus pour les centres, ont fait l'objet d'une reprise qui suit le rythme des amortissements des matériels financés.

La méthode de répartition de la taxe d'apprentissage et des subventions relatives à la formation n'a pas changé par rapport à 2005. C'est celle qui avait été décidée par le conseil d'administration du 9 novembre 2005, à savoir :

En contrepartie du déroulement de la formation, chaque organisme reçoit du C.F.A. de l'ARFA, des versements établis en fonction du nombre d'heures apprentis déclarés par le centre, multiplié par un taux compris entre un taux minimum et un taux maximum.

1°) Pour les conventions signés avant le 31 Août 2005

1/ Les subventions du Conseil Régional d'après le Barème heure/apprenti.

- Niveau 5 - B.A.P.A..A.T. (barème 2006) 5.50 euros * 0,95 = 5.2250 euros.

- Niveau 4 - B.E.A.T.E.P./B.E.E.S. (barème 2006) 5.78 euros * 0,95 = 5.4910 euros.

2/ Le règlement des employeurs pour la formation de leur(s) apprenti(s) à hauteur de 1.70 euros de l'heure/apprenti.
Règlement obligatoire

3/ La taxe collectée en directe ou revendiquée (Taxe flechée)

4/ Les subventions obtenues par l'ARFA pour rémunérer la formation (par exemple : Fonds social Européen, OPCA, ministère ...)

5/ A ce taux, il faudra soustraire les frais du C.F.A. de 1 euro l'heure/apprenti

6/ La taxe d'apprentissage non flechée récoltée par l'ARFA qui se retrouve donc mutualisée et réparti selon l'activité de chaque centre

7/ Les fonds de l'alternance

2°) Conventions signés après le 1er septembre 2005

1/ Les subventions du Conseil Régional d'après le Barème heure/apprenti.

- Niveau 5 - B.A.P.A..A.T. (barème 2006) 5.50 euros * 0,95 = 5.2250 euros.

- Niveau 4 - B.E.A.T.E.P./B.E.E.S. (barème 2006) 5.78 euros * 0,95 = 5.4910 euros.

2/ Le règlement des employeurs pour la formation de leur(s) apprenti(s) à hauteur de 2 euros de l'heure/apprenti déduction faite des dépréciations comptabilisées (par analyse de l'antériorité des créances), selon CA du 25 avril 2006.

3/ La taxe collectée en directe ou revendiquée (Taxe flechée)

4/ Les subventions obtenues par l'ARFA pour rémunérer la formation (par exemple : Fonds social Européen, OPCA, ministère ...)

5/ La taxe d'apprentissage non flechée récoltée par l'ARFA qui se retrouve donc mutualisée et réparti selon l'activité de chaque centre

6/ Les fonds de l'alternance

7/ Le solde est redistribuée aux centres en fonction de leur activité respective dans la limite du plafond des coûts déposés auprès du Préfet de Région soit 7.45 pour les niveaux IV et 7.28 pour les niveaux V

3°) Modalités de reversement

- a) Subventions Conseil Régional d'Ile de France, dans le mois suivant le virement de cette instance
- b) en ce qui concerne tous les autres financements (Taxe, F.S.E, Ministères...) : en fonction de la décision du Conseil d'Administration
- c) en fonction de la Trésorerie disponible, des avances seront consenties.

Conformément aux années précédentes, chaque convention conclue avec les différents partenaires de l'ARFA, est saisie pour son montant intégral le jour de sa signature. En fin d'année civile, si la convention est toujours en cours de réalisation, elle fait l'objet d'un retraitement pour déterminer le produit et la charge à prendre en compte sur l'exercice compte tenu des heures réellement effectuées. Au 31 décembre 2006, pour ce retraitement concernant les participations des employeurs, les heures théoriques de chaque formation ont été linéarisées.

Pour les impayés des règlements des employeurs, il sont déduits à hauteur de 50% si la créance a plus de six mois et à 100% si la créance a plus de douze mois.

Une procédure judiciaire contre l'association FORMAFORM entamée en 2003, est toujours en cours d'instruction. Cette association est poursuivie pour détournement de la taxe d'apprentissage 2002. Par mesure de prudence, et eu égard à la mise en liquidation judiciaire de l'association, aucun produit n'a été constaté.

Nous vous rappelons que les exercices 2002 et 2003 avaient respectivement constatés une insuffisance de rémunération de 55565.40 euros pour 2002 et 74392.78 euros pour 2003. Conformément aux décisions du conseil d'administration, ces insuffisances de rémunération pourront être compensées sur les exercices comptables suivants dans l'hypothèse d'un retour à meilleure fortune.

Les engagements de crédit bail au 31 décembre 2006 sont de 10K€ environ.

Par ailleurs, aucune provision pour départ en retraite n'a été constituée.

Immobilisations**Mouvements des immobilisations brutes**

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	10 203			10 203
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	10 203			10 203
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	13 204			13 204
- Autres immobilisations corporelles	123 943	1 252		125 195
- Immobilisations grevées de droit				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	137 147	1 252		138 399
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations				
- Créances rattachées à des participations				
- T.I.A.P				
- Autres titres immobilisés		320		320
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	72 075			72 075
Total	72 075	320		72 395
Total général	219 425	1 572		220 997

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de développement				
- Concessions, brevets et droits similaires	8 890	703		9 593
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
Total	8 890	703		9 593
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	12 624	580		13 204
- Autres immobilisations corporelles	99 567	11 109		110 676
- Immobilisations grevées de droit				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	112 191	11 689		123 880
Total général	121 081	12 392		133 473

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 10 203	+ 8 890	+ 1 313
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotations de l'exercice		+ 703	- 703
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 10 203	= 9 593	= 610

Mouvements des immobilisations corporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 137 146	+ 112 191	+ 24 956
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 1 252		+ 1 252
Dotations de l'exercice		+ 11 689	- 11 689
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 138 398	= 123 880	= 14 519

Mouvements des immobilisations financières

Désignation	Montant	
Valeur au début de l'exercice	+	72 075
Acquisitions	+	320
Cessions, mises hors service, ou diminutions	-	
Valeur en fin d'exercice	=	72 395

Echéances des immobilisations financières

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	72 395
. à moins d'un an	63 603
. à plus d'un an	8 792

Dettes**Echéances des emprunts**

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
<u>Etablissements de crédit</u>	319 692	319 692		
<u>Emprunts et dettes financières divers</u>				
Total	319 692	319 692		

Autres informations**Echéance des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations			
Créances rattachées à des participations			
T.I.A.P			
Autres titres immobilisés	320	320	
Prêts			
Autres immobilisations financières	72 075	63 283	8 792
Usagers et comptes rattachés	341 134	341 134	
Comptes affiliés			
Autres créances	626 864	626 864	
Totaux	1 040 393	1 031 601	8 792

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits	319 692	319 692		
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 057 202	1 057 202		
Dettes fiscales et sociales	37 373	37 373		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	19 213	19 213		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	48 978	48 978		
Total	1 482 458	1 482 458		

Etat des provisions

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges					
	Sur immobilisations	63 893			63 893
Provisions pour dépréciation	Sur stocks et en cours				
	Sur usagers et comptes rattachés	47 700	61 557	1 368	107 889
	Sur comptes financiers				
	Autres prov. pour dépréciation				